

Le budget

là où réside la différence entre un libéral et un conservateur. Les libéraux ne veulent pas parler de ce qu'ils ont fait lorsqu'ils étaient au pouvoir parce qu'ils en ont honte.

À propos du bilan des libéraux, parlons-en un peu. À notre arrivée au pouvoir en 1984, le déficit dépassait 200 milliards de dollars. Les intérêts seuls sur cette somme s'élèvent maintenant à 120 milliards de dollars. Nous avons donc une dette de 320 milliards de dollars dont nous avons hérité du Parti libéral. Si les députés de ce parti se demandent combien de temps encore je vais parler de cette dette libérale, je leur dirai que j'en parlerai tant qu'elle ne sera pas remboursée par nos enfants et nos petits-enfants. Les Canadiens devraient s'en souvenir durant tout ce temps-là, et même au-delà, si jamais ils songent à voter de nouveau en faveur des libéraux. Ils devraient se souvenir de cette dette durant tout ce temps-là. Nous attendons toujours les solutions du Parti libéral à ce problème.

J'ai trouvé intéressant d'apprendre que l'ex-premier ministre libéral du Canada est sur le point de publier un livre. Il sera sûrement très utile aux discussions aujourd'hui en cours au Canada.

Il est un chapitre que j'aimerais y voir figurer. Si l'ex-premier ministre du pays, M. Trudeau, a tant de bonnes idées au sujet de ce que notre gouvernement devrait faire, je voudrais savoir ce qu'il a à dire au sujet du déficit. Lui et ses politiques sont à l'origine de ce déficit de 200 milliards de dollars qui s'est accru jusqu'à 320 milliards. Il est raisonnable de vouloir savoir ce qu'il a à dire d'utile pour remédier à ce problème auquel nous sommes tous confrontés.

Je pense que les Canadiens peuvent accepter les orientations que le ministre des Finances a prises. Quand des gens me font remarquer que notre parti a baissé dans les sondages, je leur réponds toujours qu'on ne change pas la politique économique d'un mois à l'autre selon les résultats des sondages.

Je leurs réponds également que si dépenser de façon irresponsable pouvait garder un parti au pouvoir, si dépenser l'argent qu'on n'a pas, dépenser l'argent qu'on doit emprunter, aurait pu garder un parti au pouvoir, les libéraux seraient toujours demeurés au pouvoir dans une

démocratie à parti unique. Mais cela n'a pas marché pour eux, et cela ne marchera pas dans le futur non plus.

Quand je parle des dépenses des libéraux—et j'adore le faire—un grand nombre de cas survenus dans ma région de la péninsule de Niagara me viennent à l'esprit. Je me rappelle par exemple celui d'une femme qui m'a dit après mon élection: «Vous savez que nous avons un projet très valable ici. Nous avons reçu un chèque du gouvernement sans même avoir à le demander. Nous n'en avons même pas fait la demande, et il est arrivé par courrier.» Je lui ai répondu: «Aussi valables que certains de ces projets puissent être, je puis vous dire, madame, que le temps où l'on dépensait de l'argent, où l'on distribuait de l'argent aux gens sans même qu'ils aient à le demander, tire malheureusement à sa fin.»

Je vois qu'il ne me reste plus que deux minutes. Pour la gouverne de certains députés libéraux qui se demandent si le Parti conservateur appuie le ministre des Finances, je puis dire à la Chambre que les députés de notre parti l'appuient. Nous appuyons les politiques qu'il a adoptées en 1990, tout comme nous le faisons depuis 1984. Nous savons que non seulement elles sont bonnes pour le Parti conservateur et vont garder notre parti au pouvoir, mais aussi qu'elles sont bonnes pour le Canada.

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Madame la Présidente, le discours passionné du secrétaire parlementaire qui essaie de ranimer les troupes était un plaisir à entendre. Les conservateurs ont besoin de se stimuler au moment où leurs associations de circonscription sont dominées par les forces anti-TPS qui veulent expulser les députés de cette formation qui votent en faveur de ce projet de loi stupide. Les associations de circonscription veulent congédier les députés et les remplacer par quelqu'un d'autre. Je comprends le secrétaire parlementaire d'être nerveux, de vouloir motiver les troupes et de réitérer que tous les députés appuient le projet de loi, car il va leur en coûter cher d'appuyer le budget et les politiques désastreuses que le gouvernement poursuit depuis cinq ans et que les contribuables paient à coup de milliards. Le député sait tout cela.

• (1230)

Il se dit impatient de discuter des politiques conservatrices et prêt à défendre la gestion incompétente des cinq dernières années. Est-il prêt à discuter à la Chambre des majorations fiscales que nous avons subies? Est-il prêt à communiquer les chiffres sur les recettes supplémentaires